UNEM/OP-NK/1437/2024

DCA actalliance

# Avis d'offre d'emploi
# N° 40/DCA-FO/2024




| | |
|---|---|
| **Poste** | **Officier Protection – Support Légal** |
| **Supervisé par** | **Chef de Projet** |
| **Lieu de recruitment** | **Kirumba** |
| **Date de début** | **Immédiat** |
| **Durée du contrat** | **4 mois avec possibilité de renouvellement et sous réserve de financement.** |

## I. OBJECTIF DU POSTE

L'Officier Protection – Légal est responsable de l'analyse du contexte et risques liés au support légal et judiciaire des victimes de violations des DDHH et SVS de VBG et d'autres victimes des violations des DDHH et DIH aussi que des personnes à risque, de cartographier les ressources disponibles, de gérer la clinique légale, de conseiller les officiers MHPSS et SVS et victimes sur les options disponibles et les risques associés, et de supporter les références pour support légale et judiciaire quand disponible. Il/elle travaille en étroite collaboration avec les officiers Protection (MHPSS, Communication et Mobilisation Communautaires, Réinsertion Socio-économique ; Monitoring de Protection) sous la supervision du Chef d'Équipe Protection.

## Responsabilités détaillées

### 1. Gestion de la clinique légale

- En coordination avec les Officiers MHPSS, cartographier les ressources disponibles pour la PEC légale et judiciaire des SVS.
- Supporter les analyses pour la mise en place de la clinique légale, quand pertinent et nécessaire.
- Gérer les activités de la clinique légale.
- Gérer les activités des parajuristes autours la clinique légale.
- Organiser, faciliter et surveiller les activités de diffusion des services fournis par la clinique légale.
- Faire la gestion légal / juridique / judiciaire des cas de Protection et VBG.
- Évaluer le options et risques liées à la PEC légale et judicaire.
- Conseiller les officiers MHPSS et les SVS sur les options disponibles et les risques associés.
- Accompagner les SVS dans les références judicaires et légales en coordination avec les officiers MHPSS.

### 2. Renforcement des capacités

- Organiser et faciliter la formation des parajuristes.
- Assurer la formation et supervision continuelle des parajuristes.
- Collaborer avec les officiers Communication et mobilisation communautaire et monitoring de protection dans les formations des CLP sur les DDHH.

DCA
actalliance

# Avis d'offre d'emploi
# N° 40/DCA-FO/2024

- En coordination avec l'équipe de Réinsertion Socio-économique et Mobilisation Communautaire, contribuer au renforcement des capacités des leaders, autorités et structures locales de protection sur les thématiques associées aux DDHH et DIH.

3. **Support aux analyses de l'environnement de Protection et le rapportage**

- Supporter l'officier Protection Monitoring dans l'analyse des tendances, notamment dans le cadre de l'information liée à la législation internationale et nationale applicable.

4. **Autres livrables**

- Développer des rapports d'activité et hebdomadaires et contribuer aux rapports mensuels PROT.
- Participer aux évaluations de besoins et analyses Protection menées par DCA.
- Participer activement dans des groupes de travail Protection et des ateliers et réunions organisés au sein de l'équipe Protection de DCA.
- Effectuer toutes les tâches en respectant les principes de protection clés, notamment les principes de : ne pas nuire, non-discrimination, confidentialité, redevabilité et besoin d'en connaître, sécurité et respect de la dignité des clients/survivants.

## Profil attendu

- Diplôme universitaire en droit public/Privé ou associé.
- Expérience d'au moins deux ans en tant qu'avocat, juriste ou en droit privé judiciaire ;
- Connaissance du cadre des droits humains et du droit international humanitaire.
- Connaissance des principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays ;
- Expérience d'au moins deux ans dans la gestion légale et judiciaire des cas de VBG ou dans le domaine de la Protection ;
- Connaissance du cadre légal de la protection de l'enfance est souhaitable ;
- Expérience d'au moins un an dans la collecte des données liées aux évaluations de besoins et des risques de Protection ;
- Très bonne maitrise des outils informatiques ;
- Très bonne maitrise du contexte d'intervention dans la zone opérationnelle de DCA ;
- Très bonne maitrise de la langue française et du swahili. Souhaitable la maitrise des langues locales dans les zones opérationnelles de DCA ;
- Connaissance et forte sensibilité aux principes humanitaires, code de conduite, et aspects de genre, des conséquences des violations des droits de l'homme sur les victimes et des principes de la protection transversale ;



# Avis d'offre d'emploi
# N° 40/DCA-FO/2024

**Modalité de soumission**

Les dossiers des candidatures doivent être soumis au plus tard le 21/10/2024 à 23h59 via le lien https://dca.career.emply.com/en/ad/manager-meal-monitoring-evaluation-accountability-and-learning/ejdd7t ou par le site www.danchurchaid.org/jobs.

Ils doivent contenir :

- Une lettre de motivation et un cv à jour et détaillé (3 pages max) ;
- Une copie des diplômes ;
- Une copie de la carte d'identité ou passeport ;
- Des attestations de service rendu relatives à ce poste ;
- Un certificat d'aptitude physique récent (1 mois) ;
- Une carte de demandeur d'emploi pour ceux qui ne sont pas en emploi.

**NB :**

**Le processus de recrutement chez DanChurchAid est transparent, compétitif et gratuit. DCA ne demande aucun frais aux candidats et à aucune étape du processus de recrutement. En cas d'abus, trafic d'influence ou toute autre forme de corruption constaté dans ce processus de recrutement, veuillez dénoncer en écrivant à complaints.drc@dca.dk appelant gratuitement aux numéros verts de DCA : 0825411100 et 0890030039.**

**Fait à Goma le 09/10/2024**
**La direction des Ressources Humaines**

Avenue Accalade N0 44
Quartier Les Volcans
RDC
www.danchurchaid.org

**Visa de l'ONEM**

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
ONEM
OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI
DIRECTION PROVINCIALE DU NORD-KIVU

Colette AKILAN